

De grandes marques de prêt-à-porter accusées de mal payer leurs fournisseurs au Bangladesh

Un rapport de chercheurs britanniques atteste que plusieurs géants internationaux des vêtements, comme H & M, Zara ou Primark, s'adonneraient à des pratiques commerciales abusives envers nombreux de leurs sous-traitants au Bangladesh.



Parmi les grandes enseignes les plus fréquemment désignées, figurent Inditex (maison mère de Zara), Next, Primark, H & M ou la firme allemande Lidl. (Mustasinur Rahman Alvi/Shutterstock)

Par [Mathieu Viviani](#)

Publié le 12 janv. 2023

Annulations de commandes soudaines, non-règlements ou retard de paie, au Bangladesh ces pratiques commerciales abusives seraient de plus en plus fréquentes de la part des géants internationaux du prêt-à-porter. Parmi eux, Zara, H & M, Next ou Primark.

C'est la conclusion d' [une étude](#) de l'ONG britannique Transform Trade menée avec l'université écossaise d'Aberdeen et le Center for Global Development, entre mars 2020 et décembre 2021. Les trois organisations ont interrogé 1.000 usines ou producteurs

bangladais de vêtements ayant relevé des pratiques « inéquitables ». Ces abus se seraient accentués pendant la pandémie de Covid-19 et se poursuivraient aujourd'hui.

Les fabricants sondés ont ainsi indiqué « que de nombreuses marques et distributeurs avaient annulé des commandes, refusé de payer ou demandé des réductions pour des commandes déjà en production ou envoyées ». Ce, malgré les coûts de production en hausse depuis la réouverture de l'économie après les confinements et l'inflation qui a flambé.

Zara, H & M ou Lidl parmi les marques épinglées

Parmi les grandes enseignes les plus fréquemment désignées, figurent Inditex (maison mère de Zara), Next, Primark, [H & M](#) ou la firme allemande Lidl. D'après cette étude, 19 % des fournisseurs de Lidl témoignent avoir été victimes de ces agissements, tout comme 11 % d'Inditex, 9 % de H & M et 8 % de Next.

Autre chiffre avancé par l'étude : une majorité de fournisseurs bangladais de ces quatre marques, ainsi que de Tesco et [Aldi](#), ont déclaré aux chercheurs qu'ils étaient toujours payés au même prix malgré la flambée des matières premières et des coûts de production liés à la pandémie de Covid.

Selon le calcul fait par ce rapport, ces enseignes auraient annulé en tout environ 30 % de leurs commandes et également demandé des réductions ou retardé des paiements. Les géants Gap, Walmart ou encore C & A font aussi partie de cette liste, mais dans une proportion plus faible.

Dans une réponse publiée dans le rapport, Lidl a déclaré qu'elle s'était « engagée à garantir des salaires minimums dans sa chaîne d'approvisionnement et à assurer la préplanification durable de la production de produits textiles ». Elle indique également « prendre très au sérieux sa responsabilité envers les travailleurs au Bangladesh et dans d'autres pays où nos fournisseurs produisent et s'engagent à garantir que les normes sociales fondamentales sont respectées tout au long de la chaîne d'approvisionnement ».

Pertes d'emplois et salaires en baisse

Selon les auteurs de l'étude, les conséquences de ces pratiques sont très concrètes pour les sous-traitants lésés : « De telles pratiques injustes se répercutent sur l'emploi des fournisseurs, ce qui a pour conséquence [...] des pertes de postes et des salaires en baisse. » Le rapport ajoute : « Une usine sur cinq a notamment indiqué avoir eu du mal à payer le salaire minimal du Bangladesh depuis la sortie des confinements ».

Comme solution pour mettre fin à ces pratiques abusives, le rapport appelle à la création d'une autorité de régulation du secteur de l'habillement dans les pays développés. « Cette

recherche est un signal d'alarme », souligne ainsi Fiona Gooch, conseillère politique principale au sein de l'association Transform Trade. Avant d'ajouter : « Ce n'est que lorsque les fournisseurs sont en mesure de planifier à l'avance et avec certitude leurs rentrées d'argent, qu'ils peuvent offrir de bonnes conditions de travail à leurs travailleurs. »